



**APRES LA CHUTE DES DICTATEURS BEN ALI ET MOUBARAK
QUELLES PERSPECTIVES POUR LE PROLETARIAT, LA JEUNESSE
ET LES MASSES ?
COMMENT COMBATTRE POUR FAIRE TRIOMPHER LA REVOLUTION ?**

La révolution chasse Ben Ali et Moubarak du pouvoir

Depuis la plongée dans la crise de l'économie capitaliste mondiale en 2008, d'importants mouvements du prolétariat, de la jeunesse, des couches écrasées par la crise, se multiplient de pays en pays, avec parfois l'ouverture de situations prérévolutionnaires ou mêmes de crises révolutionnaires. Après l'Iran en 2009, la Grèce en 2010, les puissantes grèves et manifestations en France en 2009 et 2010, les mineurs de Bolivie en 2010 etc., la mobilisation des masses en Tunisie puis en Egypte s'inscrit pleinement dans cette réaction de la classe ouvrière au plan mondial. Elle prend appui sur d'importantes grèves ouvrières durement réprimées en Egypte comme en Tunisie en 2008 et 2009.

De nouvelles spéculations sur les matières premières et les denrées alimentaires de bases, expression du pourrissement du capitalisme mondial et de l'incapacité des gouvernements de ces pays à y faire face, voire même de leur implication directe dans le renchérissement des denrées importées, ont à nouveau fait exploser les prix, aggravant une pauvreté déjà insupportable et s'ajoutant au chômage chronique, à la corruption institutionnalisée et à la privation des libertés.

C'est un tournant dans la situation mondiale

En combattant ouvertement à la fois contre la misère qui leur est imposée et pour chasser les dictateurs et détruire leur régime, le prolétariat et les masses tunisiennes et égyptiennes affirment aux yeux du monde entier : une autre voie est possible, la voie du combat révolutionnaire !

Avec courage et détermination, mais aussi une grande maturité politique, les masses, en Tunisie et en Egypte, ont affronté la répression, déjoué les manœuvres en trompe-l'œil des régimes en place pour préserver les dictateurs. Elles n'ont pas suivi tous ceux qui, opposants en carton-pâte ou représentants des chancelleries des métropoles impérialistes, leur demandaient de croire aux ultimes promesses des dictateurs et leurs conseillaient de rentrer chez elles. En Tunisie, elles n'ont pas accepté le gouvernement d'union nationale constitué après le départ de Ben Ali, elles ont imposé en moins de 24 heures que la direction de l'UGTT ne se prête pas à cette mascarade et quitte ce gouvernement ! En Egypte, le prolétariat multiplie les grèves malgré l'appel du commandement militaire à reprendre le travail.

En imposant le départ des dictateurs Ben Ali et Moubarak, les masses tunisiennes et égyptiennes ont ouvert le premier acte de la révolution prolétarienne. Evidemment, tout commence et rien n'est réglé, mais ces deux premières victoires résonnent comme un immense encouragement pour les prolétariats et les masses opprimées du monde entier.

L'onde de choc de ces deux crises révolutionnaires menace tous les régimes dictatoriaux et corrompus du Maghreb, du Moyen-Orient et même bien au-delà. En Algérie, au Yémen, en Lybie etc. et jusqu'en Iran où la révolution couve malgré la répression féroce, les manifestations reprennent, **avec partout le même mot d'ordre à l'adresse des dictateurs : Dégage !** Ce même mot d'ordre à l'adresse des gouvernants risque fort de retentir plus loin encore, jusqu'en France par exemple, où les bureaucrates syndicaux et les tenants de l'ordre établi, dûment félicités par

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

Sarkozy pour « leur grand sens des responsabilités » ne pourront peut-être plus empêcher que jaillisse des prochaines manifestations d'un tant soit peu d'ampleur le cri de : Sarkozy dégage !

Ce tournant bouleverse tout l'équilibre de l'impérialisme

En même temps, c'est tout l'équilibre de l'ordre impérialiste dans cette région du monde, appuyé sur ces régimes à bout de souffle, qui est remis en cause. Or cet équilibre fragile qui a prévalu jusqu'à présent signifie :

- le pillage organisé de ces pays par un ou plusieurs impérialismes selon leurs zones d'influence avec la complicité oh combien intéressée des dirigeants de ces pays,
- le contrôle policier des masses et leur maintien dans la soumission aux exigences économiques et politiques de l'impérialisme,
- s'agissant de l'Egypte en particulier, la protection de l'Etat d'Israël comme tête de pont de l'impérialisme américain dans la région.

Ce sont les raisons pour lesquelles les impérialismes ont soutenu jusqu'au bout aussi bien Ben Ali pour ce qui concerne l'impérialisme français, principal investisseur étranger en Tunisie, que Moubarak en Egypte pour l'impérialisme américain. C'est pour les mêmes raisons que, ne pouvant intervenir directement, ils œuvrent aujourd'hui en coulisse, en s'appuyant sur les bourgeoisies nationales pour tenter d'éteindre l'incendie.

En Tunisie, en Egypte comme en Algérie ou en Iran, pas plus la démocratie que les revendications économiques ne seront satisfaites si l'on garde la bourgeoisie au pouvoir

Dans les revendications des masses en Tunisie, en Egypte comme en Algérie ou en Iran figurent à la fois l'ensemble des libertés démocratiques, individuelles et collectives et l'ensemble des revendications économiques.

Les dictateurs chassés, certaines des libertés peuvent être rétablies, mais resteront chancelantes, aléatoires et condamnées à terme si le prolétariat et les masses opprimées en confient la réalisation à quelque fraction que ce soit de la bourgeoisie nationale. Quant aux revendications économiques, si la bourgeoisie peut lâcher ici ou là quelques miettes, leur satisfaction réelle implique la prise en mains de toute l'économie par le prolétariat, qui seul peut mettre fin au pillage partagé entre l'impérialisme et les bourgeoisies compradores. A titre d'exemple, en Egypte, alors que plus de 40% de la population vit sous le seuil de pauvreté, les avoirs de Moubarak et de ses proches sont estimés à 70 milliards de \$.

C'est précisément pour mater le prolétariat, les paysans pauvres, dont la place a été souvent décisive dans les luttes de libération nationale que les bourgeoisies algérienne, tunisienne, marocaine etc., à peine écarté le joug colonial, ont mis en place des régimes forts, bonapartistes ou dictatoriaux. Dans tous ces pays, c'est grâce à ce type de régime que les bourgeoisies ont pu s'ériger comme classe dominante, constituer leur Etat et négocier dans de meilleures conditions les prébendes que les différents impérialismes leur ont finalement concédées.

Pour l'Egypte, le coup d'Etat militaire de Nasser de 1952 mettant fin à la royauté fantoche aux mains de l'impérialisme anglais obéit fondamentalement aux mêmes déterminations de la bourgeoisie. Dans tous les cas, ces bourgeoisies, tout en utilisant plus ou moins une rhétorique socialisante, du moins au début, les valeurs de l'indépendance nationale, voire le panislamisme, ont pris soin de consolider leur pouvoir en s'attaquant non seulement aux libertés démocratiques, mais aussi aux syndicats indépendants et aux partis ouvriers, en réintroduisant l'islam comme religion d'Etat en Algérie et en Tunisie, ce qu'il n'a pas cessé d'être en Egypte, et enfin en mettant toute l'économie en coupe réglée.

Dans la situation ouverte aujourd'hui par la crise révolutionnaire en Tunisie et en Egypte, l'objectif pour les bourgeoisies de ces pays, mais également pour les puissances impérialistes, ne peut être que de tenter d'éviter la contagion, de faire refluer d'abord le mouvement des masses, de reprendre le contrôle de la situation. Puis, si les rapports de forces le leur permettent à nouveau, d'écraser la contestation, militairement s'il le faut. Mais certainement pas d'installer des régimes démocratiques qui ne répondent en rien aux nécessités de leur domination et aux nécessités de l'économie capitaliste.

Du côté des partis et organisations ouvrières se réclamant de la révolution en cours, toute illusion parant les bourgeoisies de ces pays de quelque vertu progressiste que ce soit, laissant croire qu'elles voudront organiser des régimes démocratiques dans lesquels le prolétariat pourra organiser ses forces et qu'elles voudront développer l'économie au profit de la population, est au mieux le produit de l'ignorance. Cela revient, au nom d'une révolution par étape qui verrait d'abord la mise en place d'un régime bourgeois progressiste, à confier le sort de la révolution aux mains de ces bourgeoisies compradore dont toute l'histoire a montré le caractère archi-réactionnaire et conduirait alors inévitablement la révolution à la déroute.

Le mot d'ordre d'Assemblée Constituante, où toutes les forces politiques seraient chargées de définir la nouvelle forme que devrait prendre la constitution, s'inscrit parfaitement dans ce schéma où l'on pourrait travailler de concert avec la bourgeoisie. Il s'oppose de facto à la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat et les couches opprimées organisés dans leurs conseils, seule à même de faire triompher la révolution.

Les revendications démocratiques et économiques ne seront pas plus satisfaites si l'on s'en remet à l'armée de la bourgeoisie

La puissance des masses en mouvement oblige pour le moment les bourgeoisies nationales à manœuvrer avec précaution : elles promettent une « transition démocratique » tout en essayant de conserver l'ancien régime. La police qui a le sang de centaines de morts sur les mains s'est faite plus discrète au profit de l'armée, immédiatement proclamée gardienne de la démocratie, alliée du peuple etc. Mais ni en Tunisie, ni en Egypte, l'armée n'a investi les rues pour le compte de la révolution.

Le laisser croire, c'est tendre un piège mortel à la révolution. Les quelques scènes de fraternisation entre soldats et manifestants n'ont ni disloqué l'armée ni ne l'ont fait changer de nature, elles n'ont fait qu'exprimer les limites politiques actuelles pour la hiérarchie militaire.

En Tunisie, les chefs de l'armée, qui n'a pas été associée à la répression menée par la police, ont jugé que, pour maintenir l'Etat bourgeois en place dans cette crise révolutionnaire ouverte, Ben Ali devait partir et que devaient être éliminés les éléments les plus voyants de la dictature. Mais cela n'en fait pas pour autant des alliés de la révolution. Rappelons que Ben Ali est lui-même un ancien général et que des officiers supérieurs ont également occupé des fonctions ministérielles sous la dictature.

En Egypte, c'est l'armée qui vertèbre directement l'appareil d'Etat bourgeois depuis 1952, c'est autour d'elle que s'organise le pouvoir, que se distribuent les prébendes, les postes et les privilèges. La hiérarchie militaire égyptienne a finalement estimé elle aussi que pour préserver l'essentiel, il fallait sans doute que Moubarak quitte le pouvoir. Mais non sans avoir auparavant tout tenté pour le sauver et s'être rendue complice d'une grossière provocation. C'est bien en effet l'armée qui, encerclant la place Tahrir au Caire avec ses blindés, officiellement pour protéger les manifestants, laissa tranquillement passer les hordes de supplétifs du pouvoir, policiers en civils et autres sbires, à cheval ou à dos de dromadaires, qui tentèrent en vain de disperser par la force les manifestants le 2 février 2011. Comme c'est bien l'armée qui appelle le 14 février en Egypte à ce que cessent les grèves et les mouvements sociaux préjudiciables à « l'unité du pays ».

La menace islamiste brandie aujourd'hui pour appeler les masses à plus de retenue est une grotesque escroquerie

Sarkozy, parmi tant d'autres, constatant que le départ de Moubarak était devenu inévitable, souhaite pour l'Egypte une transition démocratique tout en avertissant du danger beaucoup plus grand d'un régime islamiste, sous-entendu si les masses ne s'arrêtent pas là. Le message est clair à l'attention du prolétariat, de la jeunesse et des couches opprimées : Laissez à la bourgeoisie le contrôle des événements, laissez lui l'initiative, sinon vous connaîtrez bien pire !

Mais les partis islamistes ne sont en rien à l'origine du mouvement des masses ni en Tunisie, ni en Egypte. D'une part les masses, dans leur grande majorité, ne veulent pas d'un Etat théocratique, d'autre part la dictature islamique ne tombera pas du ciel en Tunisie ou en Egypte, pas plus qu'elle n'est l'aboutissement de la révolution iranienne.

En effet la dictature islamiste n'est pas le fruit de la révolution iranienne, c'est contre la révolution iranienne que l'impérialisme et la bourgeoisie iranienne ont mis en place cette dictature : Alors que la révolution entraînait la chute du Shah en 1979, que se multipliaient les conseils ouvriers dans les usines ou conseils révolutionnaires dans les localités, que l'armée était largement disloquée et que les masses avaient elles-mêmes pris des armes, la bourgeoisie iranienne était incapable avec ses seules forces de stabiliser la situation, d'en reprendre le contrôle et de faire refluer la révolution.

La seule solution qui lui restait était de trouver le soutien de la réaction religieuse, en la personne de Khomeiny et de ses partisans, rapatrié de son exil de Neauphle-le-Château par avion spécial de l'impérialisme français, qualifié alors de « saint homme » par Jimmy Carter et de « Gandhi iranien » par le quotidien le Monde. Mais ce qui permettra à Khomeiny d'installer sa dictature pour le compte de la bourgeoisie iranienne, alors que la révolution iranienne n'est absolument pas sous le contrôle des islamistes, c'est qu'il sera également salué et soutenu par la quasi-totalité des forces politiques se réclamant du mouvement ouvrier et de la révolution, en Iran comme internationalement. Ses gesticulations anti-impérialistes contre « le Grand Satan » américain, destinées à utiliser les sentiments anti-impérialistes de la population iranienne à l'égard des USA qui ont soutenu et armé le Shah, lui vaudront en effet un brevet de bonne conduite, pendant qu'il procédait dans l'ombre aux arrestations et aux assassinats des militants, qu'il dissolvait, interdisait les conseils ouvriers ou les remplaçait par des conseils islamistes etc.

L'éventualité de la mise en place d'une telle dictature en Tunisie et en Egypte ne pourrait donc survenir que si l'impérialisme, la bourgeoisie nationale, étaient capables de refaire le même coup qu'en Iran, alors même que les travailleurs et les masses savent très bien que le prolétariat et la jeunesse iranienne, appuyés sur ce qui vient de se passer à Tunis et au Caire, sont à nouveau debout pour chasser la dictature.

Sur quel programme combattre ?

Le prolétariat, la jeunesse, les masses tunisiennes et égyptiennes ne peuvent donc compter que sur leurs propres forces, en écartant du chemin tous ceux qui prétendent parler en leurs noms, mais collaborent avec les plus fidèles partisans des dictateurs déchus. La force du prolétariat, de la jeunesse et des masses est considérable, ultra-majoritaire, pour peu qu'elle soit organisée. Mais dans quelle direction aller ?

Il faut constituer les comités de quartiers, de villes, d'usines, d'universités, les fédérer avec leurs délégués au plan local, appeler à la constitution de comités de soldats indépendants de la hiérarchie militaire, rassembler toutes ces forces au plan national dans un conseil central des délégués de tous les comités sur le programme des revendications définies par les masses elles-mêmes. La constitution d'un gouvernement des travailleurs formé à partir de ces comités et appuyé sur eux, pour appliquer résolument le programme voulu par les masses devient alors un objectif immédiat.

Pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire en Tunisie comme en Egypte, pour l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Pour surmonter les obstacles, déjouer les manœuvres organisées par la bourgeoisie avec la complicité de ses alliés dans le mouvement ouvrier, le prolétariat et la jeunesse ont besoin de construire un Parti Ouvrier Révolutionnaire qui se fixe clairement l'objectif du renverser la bourgeoisie, de constituer un gouvernement des travailleurs s'attaquant résolument au capitalisme, responsable de la misère, moteur des dictatures en Tunisie, en Egypte comme dans beaucoup d'autres pays. Tous ceux qui sont d'accord avec ces objectifs doivent se regrouper et s'organiser pour constituer la force indispensable à la victoire de la révolution.

VIVE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT, DE LA JEUNESSE ET DES MASSES EN TUNISIE ET EN EGYPTE